

Le début d'un tsunami

Les effets du Printemps arabe ont été dévastateurs ou progressifs. Mais profonds. Et ils sont loin d'être terminés. L'analyse du politologue Antoine Basbous

PROPOS RECUEILLIS
PAR CHRISTOPHE LUCET

« Sud Ouest ». Peut-on comparer avec la chute des régimes communistes en Europe après celle du Mur ?

Antoine Basbous. Non, car les sociétés d'Europe de l'Est étaient prêtes au changement, avaient un modèle démocratique et regardaient vers l'Ouest. Le monde arabe, lui, n'a jamais connu de modèle démocratique de près ou de loin. Si, comme le souligne le grand écrivain égyptien Alaa el-Aswani, on excepte les trente premières années de l'ère islamique, il n'a connu que la dictature. Il lui faut donc inventer un modèle. L'islamisme turc de l'AKP peut en être un puisqu'il conjugue progrès économique et réponse aux aspirations du peuple. Sauf que la Turquie n'est pas arabe.

Quel a été le déclencheur de la révolution ?

La colère. Et l'étincelle est venue de Tunisie. En s'immolant par le feu, le petit vendeur ambulancier Mohamed Bouazizi a manifesté cette colère et libéré le désir de changement trop longtemps contenu. Un opposant égyptien a fini en prison pour avoir créé un néologisme qui dénonçait les « républiques monarchiques ».

« L'islamisme selon Ennahda en Tunisie semble compatible avec la démocratie, pas les salafistes, ces talibans de l'Égypte... »

N'est-ce pas la révolution en Égypte qui a étendu l'incendie ?

Moubarak était en place depuis plus longtemps que Ben Ali, mais sans les pionniers de Tunisie il n'y aurait sans doute pas eu de 25 janvier au Caire. Les Tunisiens, qui ont enclenché un processus puis élu une Constituante, ont clairement deux longueurs d'avance : ils honorent les attentes du peuple au moment où les Égyptiens pourraient se voir confisquer leur révolution par l'armée.

... Ou par les islamistes ?

Les islamistes égyptiens récoltent les fruits d'une patiente implantation politique et sociale dans un pays où l'analphabétisme atteint les 40 %. Mais les militaires, qui tiennent le pouvoir sans interruption depuis 1952, n'ont nulle intention de s'en défaire. Un risque est d'assister à une coalition entre l'armée, colonne vertébrale du régime, tenant les leviers de la souveraineté, et les islamistes, qui se verraient confier la gestion de la société. Cela dit, ceux qui ont fait tomber Moubarak sont les jeunes, les libéraux, les élites urbanisées connectées à Internet. Faiblement im-

plantés dans le pays profond, dispersés politiquement, ils peuvent difficilement s'imposer du jour au lendemain et vont se retrouver dans l'opposition.

En face, les Frères musulmans pourraient remplacer le Parti national démocratique (PND) de Moubarak, d'autant que les « félouls » - les anciens du PND - qui voulaient revenir dans le jeu grâce à une décision de justice n'ont pas percé : leur candidature a provoqué une nouvelle flambée de colère place Tahrir.

« Le monde arabe, lui, n'a jamais connu de modèle démocratique de près ou de loin [...] Il lui faut donc inventer un modèle »

Du coup, les islamistes ont le champ libre...

Oui, mais dans leur diversité. Les plus dangereux sont les salafistes. Avec leurs références rétrogrades nourries par les pétrodollars du Golfe, ce sont les talibans de l'Égypte, dont ils menacent la paix sociale et religieuse. Les Frères musulmans, eux, veulent islamiser davantage la société : en rendant publique leur tentative jusqu'ici clandestine de couvrir le pays d'un réseau de tribunaux coutumiers, véritable justice parallèle, ils montrent leur force.

Au Maghreb et au Machrek, n'assiste-t-on pas à un raz-de-marée islamique ?

Certes, mais l'islamisme d'Ennahda en Tunisie tel que son dirigeant Rached Ghannouchi le présente et le répète dans toutes les langues - en arabe, en français et en anglais - semble compatible avec la démocratie et le respect des libertés privées. Même chose au Maroc : Abdelilah Benkirane, le nouveau Premier ministre, que je connais bien, a abandonné ses exigences d'imposer le moralisme religieux. Respectueux de l'autorité du roi mais engagé dans la lutte contre la corruption, il veut se consacrer aux vrais défis économiques. Dans les pays ouverts comme la Tunisie ou le Maroc, le combat des islamistes se situe moins sur le terrain religieux que sur la satisfaction des besoins élémentaires du peuple et l'amélioration de la gouvernance.

Vous en êtes sûr ?

Je le pense, car la donne a changé. Là où les dictatures ont sauté, l'alternance sera la règle. Les islamistes seront aussi soumis à l'obligation de résultat, notamment sur le terrain économique et social, et avec Internet, ils ne pourront plus confisquer le pouvoir : ils seront « dégommaables » comme les autres. On peut bien entendu redouter l'influence salafiste, mais l'ap-



Antoine Basbous, fondateur et directeur de l'Observatoire des pays arabes : « Sans les pionniers de Tunisie, il n'y aurait pas eu de 25 janvier au Caire ». PHOTO PQR

plication de leur programme dans des pays comme la Tunisie ou l'Égypte ferait fuir les touristes et les investisseurs.

Le marasme économique qui sévit dans ces deux pays et ailleurs n'est-il pas un grand risque pour le changement démocratique ?

Si, bien sûr. En Égypte, le pourrissement de la situation met le pays en grosse difficulté. La période post-révolutionnaire a été marquée par la fuite des capitaux, la chute du tourisme, le chaos urbain, les violences contre les Coptes. De plus, l'État égyptien a refusé de coopérer avec le FMI et la Banque mondiale, se privant de fonds utiles, voire indispensables, qui ne seront pas compensés longtemps par les promesses de versement d'argent frais par les pays du Golfe, même si ces derniers ont besoin du soutien du Caire dans leur bras de fer avec l'Iran.

« La Syrie, où Bachar joue la politique du pire, est devenue un enjeu de la rivalité régionale entre les Iraniens et les Turcs »

L'Iran, justement, n'a-t-il pas précipité les pays arabes lors de la révolution de 2009 contre la réélection frauduleuse d'Ahmadjad ?

La « révolution verte » en Iran - qui est perse et pas arabe au demeurant - est un précédent, mais ne saurait être un exemple puisqu'elle a avorté : le mouvement iranien a été réprimé dans le sang, les prisons, et à l'aide d'une répression morale menée avec finesse et brutalité. Au début, Téhéran a applau-

di aux révolutions en Afrique du Nord, mais lorsque le mouvement a atteint la Syrie, le pouvoir iranien est devenu suspicieux, au prétexte qu'on touchait à « un pilier des pays hostiles à Israël ». Et l'Iran a mis le paquet pour soutenir le régime syrien : envoi d'armes, de munitions, de matériel électronique, d'experts, d'argent.

Jusqu'où ira le soutien iranien à Damas ?

La Syrie est un élément clé du « croissant chiite » et de l'axe iranien qui approvisionne le Hezbollah libanais en armes. Qu'il soit coupé bouleverserait la donne géopolitique régionale. Pour l'instant, on voit que la Syrie a déjà perdu son rang d'acteur majeur pour devenir un enjeu de la rivalité entre l'Iran et la Turquie. Ankara, qui partage une frontière avec la Syrie, ne veut plus à sa porte Sud d'un fief iranien qui lui bouche la route vers les autres pays arabes sunnites. L'AKP (parti islamiste au pouvoir en Turquie) soutient les Frères musulmans syriens et juge qu'il serait dans la nature des choses de voir un régime sunnite s'installer à Damas.

Est-ce que la chute probable du régime de Bachar al-Assad va déboucher sur la guerre civile ?

Tout va dépendre de l'acharnement de Bachar. S'il poursuit la répression - on peut le craindre -, et au cas où le régime serait défait, il n'y aurait pas de quartier contre la communauté alaouite. Mais s'il reconnaît son bilan désastreux et prend un avion pour Moscou ou Téhéran, l'espoir d'une reconstruction et d'une cohabitation à la syrienne subsiste.

On n'en prend pas le chemin...

« Des pays comme l'Algérie ne pourront pas rester à l'écart. Et il y aura des répliques, comme on le voit déjà en Égypte »

Non, car Bachar joue la politique du pire. Et les sanctions de la Ligue arabe sont un coup terrible pour Damas : la Ligue a ressuscité pour sanctionner mais surtout délégitimer le régime et a ouvert la voie à l'internationalisation de la crise. Du coup, Bachar trouve en face de lui une Arabie saoudite qui a « bu le lait du lion » : jusqu'ici, elle se méfiait de la Syrie mais en avait si peur qu'elle lui versait des milliards et allait jusqu'à plaider sa cause à Washington. Mais la Syrie ne fait plus peur et, pire, le régime a peur de son peuple.

Un an après le début des révolutions arabes, comment voyez-vous la suite des événements ?

C'est un tsunami dont on a vu les prémices en Tunisie, les effets dévastateurs en Libye ou atténués au Maroc. Il se poursuit au Yémen, en Syrie. Des pays comme l'Algérie ne pourront pas rester à l'écart. Et il va connaître des répliques, comme on le voit déjà en Égypte. En résumé, l'affaire ne fait que commencer.

A LIRE



Le politologue Antoine Basbous, qui dirige l'Observatoire des pays arabes qu'il a fondé à Paris il y a vingt ans, vient de publier « Le Tsunami arabe » aux éditions Fayard (380 pages, 19 €).